

**QUESTIONS SUR L'INDUSTRIALISATION  
PERIPHERIQUE**

---

Alain Lipietz est un voyageur infatigable. Depuis quelques années il se rend fréquemment en Amérique Latine après avoir étudié le cas des pays d'Europe du Sud, deux groupes de pays que l'on classe dans la catégorie des NPI ou Nouveaux Pays industrialisés. Certaines similitudes l'ont amené à proposer une analyse des processus d'industrialisation qu'il vient de livrer dans un ouvrage récent: Mirages et Miracles (ed. La Découverte).

Q L'industrialisation des pays en développement depuis une trentaine d'années donne lieu à de nombreuses controverses. En particulier entre les thèses dites de la dépendance plutôt pessimistes et celles plus neo-classiques mettant l'accent sur les blocages internes que W. Rostow a théorisé dans les années soixante. Quels sont les résultats de vos études sur ce point ?

A. LIPIETZ

Il faut bien séparer l'argumentation théorique du type: "la dépendance empêche l'industrialisation capitaliste" - il y a assez d'exceptions pour invalider cette thèse - de celle qui analyse les relations de dépendance à partir des réalités locales, au lieu de partir d'une force projetée de l'extérieur. Il faut également séparer la question du développement émancipateur chère aux socialistes de celle de l'industrialisation qui, elle, peut être par nature mutilante, destructrice.

Le discours des nombreux intellectuels du Sud (et du Nord) critiquant l'impérialisme mélangeait tous ces aspects. On disait: «L'industrialisation est impossible dans les pays dominés, donc il faut la révolution socialiste» !. Or ce n'est pas une attitude socialiste qui

a engendré le développement industriel latino-américain ou Coréen, par exemple, mais une attitude "développementaliste". Nous aussi, en France, nous avons eu des développementalistes: les Gaullistes. Au Brésil, ils s'appelaient Kubitschek, Geisel.

Bref, le développement industriel ne fait pas le bonheur, et on peut y arriver autrement qu'en rompant avec le capitalisme, même au Sud. Ce décalage est sans doute à l'origine d'une sorte de désillusion qui a rendu délicat toute appréciation de l'industrialisation du Sud.

D'autant que dans le même temps, un phénomène important est venu bouleverser l'ancienne division internationale du travail (DIT). Celle-ci (le Sud exporte des biens primaires, le Nord, des biens manufacturés) existe toujours, mais elle se double d'une nouvelle DIT intra-sectorielle, notamment intra-industrielle, relevant de ce que j'appelle la "Tripartition fordiste". A un premier niveau, la conception et l'ingénierie; à un deuxième niveau, la fabrication des pièces et machines requérant du travail qualifié; au troisième enfin le montage déqualifié. Or l'industrialisation du Sud s'est trouvée largement spécialisée dans le niveau III. Cette deuxième DIT est la grande nouveauté de l'après-guerre, la traduction internationale de la diffusion inégale de l'accumulation intensive (1). Elle est le produit de deux évolutions: l'une au sein même du vieux centre manufacturier, l'autre à la périphérie, avec les logiques d'industrialisation actuellement en oeuvre. Mais elle se superpose plutôt à l'ancienne dans la mesure où cette nouvelle DIT ne concerne encore qu'un nombre limité de pays: les "Nouveaux Pays Industrialisés". Peut-on penser que ceux-ci vont devenir eux-mêmes des pays industrialisés "normaux", qu'ils sont simplement plus "tardifs"? Pas sûr. L'Inde, ou la Corée remportent bien des contrats de grands travaux, de génie civil, le Mexique, lui, met au point des procédés métallurgiques et d'exploration pétrolière originaux. Globalement toutefois, leurs parts dans les niveaux I et II de la nouvelle DIT restent minimes. C'est que, dans le commerce international, on ne peut se contenter d'être "tardifs", on est nécessairement "complémentaires", surtout dans le domaine industriel où les normes de production sont fortement internationalisées.

Mais j'insiste beaucoup dans mon travail sur le fait que cette complémentarité n'est qu'une configuration provisoire, évolutive, à vrai dire presque miraculeuse. Le tiers-monde se présente aujourd'hui comme une constellation de cas particuliers, avec de vagues régularités, des fragments de logique d'accumulation qui se complètent tant bien que mal. En fait, la nouvelle DIT n'en est pas plus une que l'ancienne, si par DIT, on entend le projet planificateur de quelque ingénieur souverain (la Trilatérale ? les sept ? l'impérialisme américain ?). Elle n'est que la configuration de rencontre à laquelle aboutit une myriade de stratégies : celles des firmes et des Etats en particulier.

Q Justement, parlons du rôle de l'Etat dans l'industrialisation des PVD puisqu'il est au centre d'une controverse, à nouveau, entre ceux qui y voient un agent inhibiteur ou au contraire actif.

R L'idée selon laquelle une structure de dépendance engendrerait une structure de classe qui à son tour induirait une structure étatique, lui même engendrant une classe politique qui reproduirait la dépendance me paraît erronée. Cette thèse de la "dérivation de l'Etat" ne permet pas de comprendre par exemple le rapport entre fédéralisme et démocratie au Brésil, le rôle qu'y joue l'armée ou celui de la République Nouvelle depuis 1985.

J'ai plutôt adopté la notion de régime politique qui impulse un certain modèle de développement économique. Ce régime politique exprime une certaine alliance (un bloc social hégémonique), mais vis-à-vis duquel l'Etat dispose d'une certaine indépendance. En clair, la formation d'une coalition politique locale, donc d'un régime politique nouveau, peut modifier l'insertion d'un pays dans la DIT. C'est la base de mon ouvrage. De la même façon, il peut par exemple y avoir des "armatures sociales régionales" au sein d'un même Etat-nation, qui conserve sa souveraineté sur la monnaie, l'armée, le commerce extérieur, la police, mais pas forcément sur le rapport salarial. Au Brésil, le SMIC est unique mais l'échelle d'application est très large. Les pouvoirs périphériques

peuvent donc exister et l'Etat-nation inclure alors plusieurs blocs hégémoniques sur un même territoire. On retrouve la même question pour les régions françaises dont il ne s'agit plus d'étudier l'interaction sans référence à une possible union européenne avec un Etat confédéral régionalisé.

Peut-on en effet différencier régionalement mode de régulation (3) et régime d'accumulation dans un espace où certaines attributions de souveraineté seraient mises en commun ? C'est la question clé de l'Europe, du Brésil comme de l'Inde. Mais ces deux derniers sont déjà fédéraux et c'est un atout non négligeable.

Q On entend souvent que l'industrialisation des PVD serait allée de pair avec une civilisation urbaine hypertrophiée, congestionnée. Pourquoi ?

R Rappelons-nous l'histoire de la France dans l'Après-Guerre. Quand le fordisme s'y est développé, on avait prévu une région parisienne de vingt millions d'habitants et un désert provincial. Actuellement, on constate plutôt une région parisienne de huit millions d'habitants et des régions qui se repeuplent. Au Brésil, on a effectivement une explosion urbaine, mais en Corée, comme à Taïwan, c'est moins net. Il semble que l'extension du fordisme mette les villes d'autant plus en crise qu'il est lui même "périphérique".

Au départ, il y a la question démographique. En particulier, celle de la transition démographique. Heureusement, il y a les femmes pour se défendre, car s'il fallait compter sur l'église brésilienne ou le Parti des Travailleurs, on irait vers la catastrophe. Pour eux, l'agriculture du pays peut nourrir ses habitants et ils tiennent le raisonnement "qu'une bouche de plus à nourrir, c'est deux bras en plus pour la nourrir". A côté, 43% des femmes du Rio Grande du Norte se font stériliser volontairement.

En second lieu, il y a cette migration de masse vers les villes. Regardons par rapport au cas français: l'ouest s'est industrialisé in-

situ pendant les années soixante. Mais on ne mesure pas à quel point l'exode rural a été régulé par les politiques de la Ve république qui ont pourtant abouti à l'anéantissement des deux tiers de la paysannerie. Mais dès lors qu'un couple paysan et ses enfants ne vivaient plus "de" la terre, ils pouvaient continuer à vivre "sur" leur terre. C'est une différence considérable avec le Brésil. Là, si on ne peut plus vivre de la terre, on ne peut y subsister et la ville devient d'endroit où une petite redistribution se réalise, où l'on peut survivre.

Enfin la concentration des populations dans les grandes villes se réalise dans le cadre de la tripartition fordiste dont j'ai parlé précédemment. C'est dans la recherche de bassins d'emplois de troisième catégorie - O.S. et montage - qu'apparaît une différence fondamentale entre fordisme central et fordisme périphérique. Dans un fordisme central le capital considère l'espace comme un continuum. Il va chercher des bassins de main d'oeuvre (dont l'Ouest français est un exemple) pour ses activités de niveau III. Dans le cas du fordisme périphérique, l'entreprise nationale ou multinationale approche le pays comme un point. Venant se greffer de l'extérieur, elle remplace une vision plane du territoire par une vision ponctuelle. Si une firme automobile cherche un bassin de niveau III, c'est Rennes ou "le Brésil" c'est-à-dire Sao Paulo. Dans les pays du centre, la localisation est minutieusement choisie, dans le tiers-monde, seules les grandes villes sont prises en compte.

Ensuite ces modalités de l'exode rural et les modes de recrutement de la main d'oeuvre se renforcent l'une l'autre.

Q Pour échapper à cette industrialisation mutilante, on a souvent fait référence aux technologies dites "appropriées" parce que plus adaptées aux conditions socio-économiques des pays du Sud. Or dans votre livre vous critiquez les thèses d'Arghiri Emmanuel et de Bill Warren (qui les rejettent) sans vraiment consacrer d'importance à cette question.

R Je n'ai pas fait un livre de propositions pour le développement, mais d'analyse de certaines réalités industrielles. Mais personnellement

je pense que les technologies appropriées ont un grand avenir. Je serais Brésilien, au lieu de favoriser l'implantation d'un ranch exportateur destiné à l'élevage extensif, je préconiserais la création d'emplois dans les cultures de subsistance. Mais mon livre ne traite pas de l'écodéveloppement, et je vous renvoie aux travaux d'Ignacy Sachs et Rouillé d'Orfeuil.

Des technologies intégrant les savoirs-faire locaux existent. Des institutions (souvent non-gouvernementales) les ont réporterées et mises en oeuvre grâce à des crédits octroyés par des organismes internationaux. Le succès a été tel que des entreprises privées les ont imitées. Les raisons pour lesquelles ces expériences se sont rarement poursuivies ne tiennent pas à leur manque de profitabilité mais relèvent de l'impérialisme culturel. Ainsi, même un pays comme la Tanzanie adopte souvent des technologies plus capitalistique que le ferait une entreprise basant son investissement sur des critères de "maximisation sous contrainte".

L'idée très vivace selon laquelle la faim au Sud pourrait être combattue grâce à une découverte permettant de produire de la nourriture à partir des algues marines dans des laboratoires du Nord est absurde. Mais elle reflète le refus des élites du Sud de se voir octroyer une "modernité au rabais". La critique de cette pseudo-modernité passe par des accords de partenariat initiant au Nord et au Sud des pratiques et des méthodes nouvelles, économes et écologistes. Mais pour cela, il faudrait renverser les anciennes alliances de classe au Sud, comme au Nord.

Q Terminons peut-être la-dessus. Vous insistez beaucoup sur le lien possible entre industrialisation et démocratisation des pays en développement. Et il est vrai qu'on observe dans la crise une vague de mouvements démocratiques qui ont renversé en peu d'années les dictatures comme celle d'Haïti ou des Philippines pour prendre les deux plus récentes.

R Les grandes vagues politiques mondiales comme le mouvement de la jeunesse des années 1960 ou le vent actuel de démocratisation ont peu à voir avec l'économie. Mais si on s'en tient à des cas comme le Brésil ou la Corée, il semble en effet que les mêmes causes économiques, à savoir l'arrivée à maturation d'un fordisme périphérique, tendent à produire à dix ans d'intervalles le mêmes effets socio-politiques. Je veux parler des Nouveaux Pays Industrialisés des années 1970-1980 par rapport à ceux des années 1960-1970, ceux de l'Europe du Sud: Portugal, Grèce et Espagne, où la chute des dictatures a abouti à une forme de social-démocratie modérée et modernisatrice. Cette crise des dictatures apparaît souvent comme le résultat du développement d'une bourgeoisie industrielle intérieure, de la nouvelle petite bourgeoisie et de la classe ouvrière correspondantes. Un nouveau bloc social s'est ainsi créé, illustrant souvent également un mode d'insertion original dans la nouvelle DIT, tandis que s'y affirmaient les aspirations aux libertés démocratiques et syndicales des pays plus industrialisés.

Les NPI des années quatre vingts veulent imiter la voie empruntée par les pays d'Europe du Sud et pourraient s'acheminer vers une forme de social-démocrate de type allemand (c'est en même temps une ouverture à l'Europe). Cependant, une "démocratisation décaféinée" à l'espagnole n'est pas du tout certaine. Les contraintes économiques mondiales, les problèmes insolubles de la dette, la pression des travailleurs, ouvriers et paysans, peuvent remettre en cause la possibilité d'une sociale démocratisation sur le modèle fordiste. La recherche d'une alternative plus radicale peut s'imposer par la force de la nécessité... ce qui ne veut pas dire qu'une solution sera trouvée.

Propos recueillis par Alain MESTRE et Philippe MORVANN

**NOTES**

---

- 1) L'accumulation intensive désigne un processus d'investissement qui cherche à dégager le maximum de surplus par le jeu de la productivité plutôt que par l'exploitation accrue de la main d'oeuvre.
- 2) Alain Lipietz fait ici référence à un concept désignant la façon dont les multiples processus économiques et sociaux arrivent au même moment à être à peu près cohérent à l'intérieur d'une structure institutionnelle stable.